

Paris, le 12 septembre 2018

Le Secrétaire Général

à

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de votre intervention à l'ESENESR, devant les inspecteurs du premier degré, vous avez insisté sur leur rôle fondamental pour la mise en œuvre de votre politique éducative ambitieuse et mobilisatrice. Nous ne pouvons que nous reconnaître dans votre préoccupation de voir mieux réussir tous les élèves dans une École de la confiance, cependant, au-delà des mots, il convient d'étayer cette ambition par des actions résolues qui nécessiteront un fort investissement. Les inspecteurs, vous le savez, seront de fidèles et efficaces relais des dynamiques mises en place, mais ils ont réellement besoin de se sentir reconnus et légitimement récompensés, tant pour leur investissement que pour leurs compétences et le sens des responsabilités qui est le leur.

Qu'ils travaillent dans le premier ou le second degré, qu'ils exercent en milieu urbain ou rural, tous les inspecteurs de l'éducation nationale partagent le même malaise et se sentent aujourd'hui trop mal traités parmi les cadres du système éducatif. Nous avons tous entendu et apprécié vos appréciations laudatives sur la manière dont nous accomplissons nos missions, mais nous avons de plus en plus de mal à comprendre que notre corps devienne si déprécié que, de plus en plus fréquemment, des personnels renoncent au bénéfice du concours et demandent à exercer des missions d'inspection en restant dans leur corps d'origine !

L'urgence est réelle, Monsieur le Ministre, et, au nom de mon organisation et de toutes les inspectrices et les inspecteurs qu'elle représente ou qui lui font confiance, je vous demande instamment de mettre en place un premier groupe de travail qui pourra fixer les objectifs à viser dans le cadre de l'agenda social, ce dernier n'étant qu'un outil et non une finalité.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre engagement sans faille pour un service public d'éducation plus juste et plus efficace.



P. ROUMAGNAC